



Fédération de l'UPA de la Chaudière-Appalaches

COMMUNIQUÉ – POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

« Couper l'ASRA, ce serait encore couper dans nos régions! »

(Saint-Georges, le lundi 24 novembre 2014) – La Fédération de l'UPA de la Chaudière-Appalaches s'oppose fortement à l'idée que le gouvernement puisse cesser de financer le Programme d'assurance stabilisation des revenus agricoles (ASRA), tel que proposé par la Commission de révision permanente des programmes.

« Couper dans l'ASRA, ce serait encore couper dans nos régions! », a réagi le président de la Fédération de l'UPA de la Chaudière-Appalaches, M. Paul Doyon. « La Commission Robillard pense faire économiser de cette façon 300 M\$ annuellement aux contribuables québécois, mais elle semble malheureusement ignorer les retombées concrètes et positives de cette somme. »

« C'est simpliste de comparer l'ASRA à une assurance accident. L'ASRA, c'est un investissement. Le gouvernement y injecte peut-être 600 M\$, mais l'ensemble des paliers de gouvernements retirent 4,5 G\$ par année en taxes et en impôts du secteur de la production et de la transformation agroalimentaire québécoise! Je connais peu de placements qui soient aussi rentables et profitables aux régions et à l'ensemble des Québécois que celui-là ces années-ci! », de poursuivre M. Doyon.

En effet, l'agriculture joue un rôle économique de premier plan dans le développement du Québec et de ses régions. En 2013, l'agriculture et la transformation alimentaire généraient près de 200 000 emplois, soit un emploi sur vingt au Québec. « Et dans une région fortement agricole comme la nôtre, le secteur agroalimentaire représente un emploi sur cinq! Voilà pourquoi l'idée de couper l'ASRA serait une nouvelle atteinte à l'économie des régions! », d'expliquer le président.

Une agriculture moins subventionnée qu'ailleurs

Contrairement à certains préjugés, l'aide de l'État envers les agriculteurs québécois est moindre comparativement à la moyenne des pays développés de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). En effet, en 2013, sur 100 \$ de recettes monétaires, les agriculteurs québécois ont reçu 6,60 \$. Ce chiffre s'élève à 12 \$ pour la moyenne des pays de l'OCDE, constituée de 34 pays qui représentent 80 % de l'économie agricole mondiale. Cette aide dépasse même les 30 \$ par 100 \$ de revenus en Norvège, au Japon et en Suisse. En 2013, le soutien québécois était même un peu plus bas que celui des États-Unis, lequel dépassait les 7 \$.

« Les risques sont élevés en agriculture, étant donné les caprices de la météo, les maladies et la volatilité des prix. Pour des raisons de développement économique et de sécurité alimentaire, tous les pays développés sans exception apportent un certain soutien à leur agriculture. Cette réalité n'a malheureusement pas été prise en compte par la Commission », déplorait M. Doyon.

Ce dernier souhaite davantage de clairvoyance de la part des élus provinciaux : « Après l'idée de couper dans les CRÉ et les CLD, j'espère que le gouvernement Couillard ne manquera pas une autre fois de vision en ne s'attardant qu'à ses dépenses, et ce, sans calculer les revenus qu'il retire de la filière agroalimentaire. J'espère que nos dirigeants répondront rapidement et favorablement à nos attentes, parce que les recommandations de la Commission Robillard créent de l'incertitude et, si elles sont appliquées, décourageront plusieurs jeunes de se lancer en agriculture. Je trouverais irresponsable un tel manque de considération envers la filière agroalimentaire et envers les régions du Québec », de conclure M. Doyon.

– 30 –

Source : *Frédéric Poulin*
Responsable des communications
Fédération de l'UPA de la Chaudière-Appalaches
418 228-5588, poste 1264
fpoulin@upa.qc.ca